



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2003/SR.53

4 août 2003

Original: FRANÇAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Cinquante-neuvième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE 53^e SÉANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 17 avril 2003, à 10 heures

Président: VOTO-BERNALES (Pérou)

SOMMAIRE

GROUPES ET INDIVIDUS PARTICULIERS

- a) TRAVAILLEURS MIGRANTS;
- b) MINORITÉS;
- c) EXODES MASSIFS ET PERSONNES DÉPLACÉES;
- d) AUTRES GROUPES ET PERSONNES VULNÉRABLES (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques de la Commission seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

SOMMAIRE (*suite*)

RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION DE LA PROMOTION ET DE LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME

- a) RAPPORT ET PROJETS DE DÉCISION;
- b) ÉLECTION DES MEMBRES (*suite*)

PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME

- a) ÉTAT DES PACTES INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME;
- b) DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME;
- c) INFORMATION ET ÉDUCATION;
- d) SCIENCE ET ENVIRONNEMENT (*suite*)

FONCTIONNEMENT EFFICACE DES MÉCANISMES DE PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME

- a) ORGANES CONVENTIONNELS;
- b) INSTITUTIONS NATIONALES ET ARRANGEMENTS RÉGIONAUX;
- c) ADAPTATION ET RENFORCEMENT DU MÉCANISME DES NATIONS UNIES EN FAVEUR DES DROITS DE L'HOMME (*suite*)

SERVICES CONSULTATIFS ET COOPÉRATION TECHNIQUE DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME (*suite*)

RATIONALISATION DES TRAVAUX DE LA COMMISSION (*suite*)

La séance est ouverte à 10 h 15.

GROUPES ET INDIVIDUS PARTICULIERS

- a) TRAVAILLEURS MIGRANTS;
- b) MINORITÉS;
- c) EXODES MASSIFS ET PERSONNES DEPLACÉES;
- d) AUTRES GROUPES ET PERSONNES VULNÉRABLES (point 14 de l'ordre du jour) *(suite)*

(E/CN.4/2003/80, 81, 82, 83 et Add.1, 84, 85 et Add.1 et Corr.1 et Add.2, 3 et Corr.1 et Add.4, 86 et Add.1, 2, 3, 4, 5 et 6, 87, 88, 122, 123, 128 et 133; E/CN.4/2003/G/23, 28, 44, 55 et 56; E/CN.4/2003/NGO/2, 4, 27, 42, 43, 59, 66, 83, 99, 100, 112, 122, 138, 151, 152, 172, 189, 206, 222, 224, 228, 229, 257, 260 et 273; A/57/308, 357)

RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION DE LA PROMOTION ET DE LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME

- a) RAPPORT ET PROJETS DE DÉCISION;
- b) ÉLECTION DES MEMBRES (point 16 de l'ordre du jour) *(suite)*

(E/CN.4/2003/2; E/CN.4/Sub.2/2002/46; E/CN.4/2003/94 et 95; E/CN.4/2003/NGO/10)

PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME

- a) ÉTAT DES PACTES INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME;
- b) DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME;
- c) INFORMATION ET ÉDUCATION;
- d) SCIENCE ET ENVIRONNEMENT (point 17 de l'ordre du jour) *(suite)*

(E/CN.4/2003/96, 97, 98 et Add.1, 99, 100, 101, 102, 103, 104 et Add.1, 2, 3 et 4, 105, 106 et Add.1 et 122; E/CN.4/2003/G/13, 32 et 35; E/CN.4/2003/NGO/3, 8, 22, 38, 44, 52, 70, 104, 127, 132, 171, 184, 207 et 262)

FONCTIONNEMENT EFFICACE DES MÉCANISMES DE PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME

- a) ORGANES CONVENTIONNELS;
- b) INSTITUTIONS NATIONALES ET ARRANGEMENTS RÉGIONAUX;
- c) ADAPTATION ET RENFORCEMENT DU MÉCANISME DES NATIONS UNIES EN FAVEUR DES DROITS DE L'HOMME (point 18 de l'ordre du jour) *(suite)*

(E/CN.4/2003/6, 107, 108, 109, 110, 111, 122 et 126; E/CN.4/2003/G/31, 41 et 58; E/CN.4/2003/NGO/1, 39, 82, 101, 120, 125, 160, 172 et 225; E/CN.4/2003/CRP.2)

SERVICES CONSULTATIFS ET COOPÉRATION TECHNIQUE DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME (point 19 de l'ordre du jour) (*suite*)

(E/CN.4/2003/112, 113, 114, 115, 116 et 128; E/CN.4/2003/G/51; E/CN.4/2003/NGO/45)

RATIONALISATION DES TRAVAUX DE LA COMMISSION (point 20 de l'ordre du jour) (*suite*)

(E/CN.4/2003/124; E/CN.4/2003/NGO/82 et 161; E/CN.4/2003/CRP.3)

1. M. JOINET (Expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Haïti) remercie tout d'abord les autorités haïtiennes qui ont coopéré pleinement et fait preuve d'une complète transparence lors de ses visites dans le pays, en particulier la dernière qui s'est achevée il y a quelques jours.

2. En ce qui concerne la situation des droits de l'homme, l'expert indépendant souligne que les informations qu'il a recueillies sur place auprès des organismes des Nations Unies, des institutions régionales et du corps diplomatique confirment celles recueillies auprès de la société civile. Tout le monde s'accorde à constater que la situation continue de se dégrader. L'expert indépendant rappelle qu'il avait fait la même observation à la suite de sa première visite au mois de septembre 2002, et il renvoie ce sujet à la lecture des paragraphes 17 à 45 de son rapport (E/CN.4/2003/116). Il y a plusieurs indices qui prouvent que la situation est toujours mauvaise. Par exemple, au mois de septembre 2002, l'expert indépendant avait identifié trois groupes cibles parmi les victimes de persécutions: les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes et certains opposants politiques. Après sa dernière visite, il doit ajouter malheureusement un quatrième groupe, celui des magistrats. En outre, certaines ambassades ont indiqué être de plus en plus souvent saisies de demandes d'exil ou d'asile, et l'expert indépendant dit avoir attiré l'attention du Haut-Commissariat aux réfugiés sur cette situation. Le climat d'insécurité tend à se généraliser dans le pays, notamment en province. Alors que, lors de sa première visite, l'expert indépendant avait circulé dans le pays sans protection particulière, six mois après, à la demande des responsables de la sécurité du système des Nations Unies, il était accompagné dans ses déplacements d'un véhicule de sécurité du PNUD et d'un détachement de cinq policiers armés des forces spéciales haïtiennes. L'expert indépendant note que ses constatations pessimistes sont confirmées par le dernier rapport, en date du 30 mars 2003, présenté par la Mission spéciale de l'Organisation des États américains pour le renforcement de la démocratie en Haïti.

3. En ce qui concerne l'évolution des activités de coopération technique en matière de droits de l'homme, M. Joinet appelle l'attention de la Commission sur les paragraphes 51 et suivants du chapitre II de son rapport intitulé «Activités de coopération technique: pour une approche renouvelée». À travers cette formule, il n'entend pas remettre en cause les programmes de coopération actuels, qu'ils soient multilatéraux ou bilatéraux, mais soutenir ce qu'il appelle «les acteurs du futur» peu nombreux pour l'instant: ce sont des magistrats, des policiers, des greffiers, des membres du personnel pénitentiaire ou tout simplement des hommes et des femmes qui, forts de la formation qu'ils ont reçue, ont une haute conscience de leur fonction, mettent un point d'honneur à être de bons professionnels, font preuve de courage et ne plient pas l'échine. S'il faut certes persévérer dans les programmes de formation qui s'adressent à l'ensemble des personnels de justice et de

police, il faut aussi et surtout aider, soutenir et valoriser ceux qui se prennent en main sur le terrain et qui sont les véritables acteurs du changement.

4. M. CARLES (Observateur de Haïti), tout en estimant que l'expert indépendant a fait de son mieux pour cerner et interpréter la situation complexe qui prévaut en Haïti, note que certaines absences ou non-dits et un manque de précision concernant certains faits sont susceptibles de conduire à une perception imparfaite de la réalité. Il rappelle tout d'abord que, depuis 1991, il existe un processus de démocratisation de la vie politique, interrompu de 1991 à 1994 par un coup d'État militaire, et repris par la suite. Entre autres facteurs de ce processus, il signale l'existence de nombreux partis politiques, de plusieurs dizaines d'associations et de divers organes de presse indépendants. Ce processus s'inscrit nécessairement sur une longue période au cours de laquelle se réalisent des réformes structurelles guidées par la Constitution de 1987, laquelle définit un régime politique démocratique.

5. Comme le reconnaît l'expert indépendant, plusieurs réformes sont en cours. Les «espoirs déçus» résultent d'une part d'un manque de moyens ou d'une certaine faiblesse des appareils policier et judiciaire et, d'autre part, d'une insuffisance de culture démocratique des nombreux acteurs politiques. L'interruption depuis plus de deux ans de l'aide internationale au développement rend la tâche du Gouvernement encore plus difficile.

6. Cela dit, depuis la rédaction du rapport, des initiatives ont été prises par le Gouvernement en vue d'apporter des solutions à certains dossiers. C'est ainsi que le dossier des réparations consécutives aux événements du 17 décembre 2001 est quasiment liquidé et que les différents partis politiques concernés ont reçu un montant total de 73 000 000 de gourdes. La mise en application des résolutions 806 et 822 de l'OEA est en cours. Des instructions ont été données à la police nationale d'Haïti pour rechercher le fugitif Amiot Métayer, accusé d'avoir pris part à divers actes de violence. Le juge d'instruction en charge du dossier Jean Dominique a rendu son ordonnance de clôture et les principaux accusés pourront être jugés; dans l'affaire *Brignol Lindor*, le juge d'instruction avait remis son ordonnance et l'Association des journalistes haïtiens avait interjeté appel contre cette ordonnance, appel qui a été rejeté pour vice de procédure. Concernant la professionnalisation de la police nationale, trois hauts responsables ont présenté leur démission et de nouveaux titulaires ont été nommés aux postes de directeur général, inspecteur général en chef et directeur administratif. Il a également été décidé d'organiser une formation sur la sécurité pendant les élections, le désarmement et les droits de la personne pour tout le personnel des services de police.

7. Le Ministre des affaires étrangères n'a reçu aucune information des missions diplomatiques quant à d'éventuelles demandes d'asile. Le Gouvernement a réaffirmé son engagement de garantir le respect des droits humains. Il espère pouvoir bénéficier de l'assistance technique du Haut-Commissariat, notamment pour la création d'un bureau dont le mandat et le mode de fonctionnement seront définis en concertation avec les autorités nationales. Un programme de coopération ne doit pas être un mécanisme de sanction, mais plutôt un moyen de permettre aux pays de corriger les dysfonctionnements en matière de droits de l'homme et de renforcer les capacités locales. Le processus de coopération doit reposer sur un véritable dialogue entre le Gouvernement et le Haut-Commissariat. À cet égard, le Gouvernement haïtien exprime une certaine réserve quant aux recommandations du rapport qui préconisent un renforcement des ONG au détriment des institutions étatiques. S'il reconnaît l'importance du travail des ONG, il juge important d'intégrer leurs activités dans un plan d'ensemble, avec notamment la participation du secteur public. Enfin, l'Observateur d'Haïti souligne que le Gouvernement a toujours accueilli favorablement la présence

en Haïti de toute mission relative à la situation des droits de l'homme, venant non seulement de l'ONU, mais aussi de toute autre instance internationale ou régionale.

8. Le PRÉSIDENT invite les délégations qui le souhaitent à prendre la parole dans le cadre du dialogue interactif avec l'expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Haïti.

9. M^{me} THEODOROPOULOU (Observatrice de la Grèce), s'exprimant au nom de l'Union européenne, demande, à propos des difficultés rencontrées par les magistrats, quelles mesures ont été prises par le Gouvernement haïtien pour lutter contre l'impunité et quelles autres mesures pourraient être utiles.

10. M. JOINET (Expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Haïti), répondant tout d'abord à la délégation haïtienne, note avec une grande satisfaction que la promesse relative aux réparations dues aux victimes des événements du 17 décembre 2001 a été tenue. Il se déclare également très satisfait que des instructions aient été données à la police pour rechercher un fugitif qui est, à lui tout seul, un symbole de l'impunité. À propos de la question de l'impunité, il précise que, pour lui, l'observatoire de la lutte contre l'impunité dont il recommande la création dans son rapport devrait être une petite structure composée de représentants de la société civile et du Gouvernement. Il ne s'agit pas d'accroître le nombre des ONG dénonçant les cas d'impunité, mais plutôt de créer un cadre dans lequel les ONG signaleraient, de manière transparente, aux autorités compétentes les violations qu'elles constatent.

11. Répondant à la représentante de la Grèce, l'expert indépendant indique qu'il y a un lien étroit entre l'efficacité de la justice (c'est-à-dire des magistrats et des membres de la police et de l'administration pénitentiaire) et la lutte contre l'impunité. Une des plus importantes mesures prises en Haïti a été la création d'une école de magistrats destinée à former des juges compétents et légalistes et, par là, lutter contre la corruption qui existait dans ce corps. Les résultats sont extrêmement encourageants. Trois promotions de magistrats sont déjà sorties de cette école et appliquent maintenant sur le terrain la formation qu'ils ont reçue. Cette école a également eu pour effet de susciter une réflexion collective sur le rôle de la justice et les moyens d'assurer son indépendance et de faire naître un nouvel état d'esprit. Une réforme du Conseil supérieur de la magistrature est prévue. Néanmoins, la nomination des magistrats sortis de l'école se heurte à une certaine résistance, notamment de la part de ceux qui redoutent à juste titre d'être poursuivis. Sur 30 élèves de la dernière promotion, neuf seulement ont été affectés et, selon le Ministre de la justice, des magistrats seraient recrutés qui ne sortiraient pas de l'école. Dans les six principales villes du pays, des postes de magistrat sont vacants. Donc, il faut souhaiter que cette question de la formation et de l'indépendance des magistrats se règle sans politisation dans le cadre de la coopération. Il faudrait également que l'École de la magistrature devienne un centre de formation à l'ensemble des carrières judiciaires car le travail des juges de paix et des greffiers notamment est essentiel au bon fonctionnement de la justice. Enfin, il faudrait former des officiers d'état civil car la situation de l'état civil s'est considérablement détériorée. L'expert indépendant dit avoir pu longuement discuter de tous les problèmes soulevés par la formation du personnel judiciaire avec le directeur de l'École de la magistrature.

12. Le PRÉSIDENT remercie l'expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Haïti de son exposé.

Lecture de la déclaration de M. Alnajjar, expert indépendant, chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Somalie

13. M^{me} CLARKE (Secrétariat), donnant lecture de la déclaration de M. Alnajjar, dit que les événements en Somalie traduisent un très léger progrès vers la paix et la sécurité. Depuis la précédente session de la Commission, un événement important a eu lieu; il s'agit de la tenue d'une conférence de paix sous les auspices de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) qui a été ouverte en octobre 2002 et qui se poursuit actuellement. En outre, la région autonome du «Somaliland» a tenu ses premières élections pluralistes. Au cours de la visite qu'il a effectuée en Somalie du 26 août au 6 septembre 2002, l'expert indépendant a pu observer que la situation des droits de l'homme varie grandement d'une région à l'autre et que la Somalie n'a toujours pas de gouvernement central. Le droit à la vie est largement bafoué; en 2002, près de 500 personnes auraient perdu la vie par suite de lutte entre factions ou clans. Le nombre d'enlèvements – d'hommes d'affaires, d'hommes politiques ou de personnels d'organisations humanitaires – a augmenté pendant cette même période. La violence contre les femmes et les filles n'est pas rare, en particulier dans les camps de personnes déplacées. L'expert indépendant a reçu des allégations de viol commis par des miliciens dans les camps pour personnes déplacées du «Puntland» et dans le cadre de la violence domestique dans le «Somaliland». La pratique de la mutilation génitale continue de toucher environ 90 % des femmes. Les femmes sont toujours sous-représentées dans la vie politique somalienne. Toutefois un progrès a été réalisé dans ce domaine avec la nomination pour la première fois au «Somaliland» d'une femme ministre.

14. La situation des enfants est inquiétante et le fait que le taux de scolarisation des enfants en Somalie soit de 13 à 14 % augure mal de l'avenir du pays. Il semble que la conscription des enfants de moins de 15 ans se poursuive. Les minorités continuent de faire l'objet de discrimination. Les personnes déplacées sont extrêmement pauvres et vivent dans des conditions déplorable. Le système judiciaire est peu fiable et souffre du manque de ressources et de compétences. L'exercice des droits économiques est gravement entravé par l'interdiction frappant le bétail somalien en dépit de certaines améliorations nées de la réouverture du marché de la viande dans plusieurs pays voisins.

15. Il ne peut y avoir de paix durable en Somalie sans le respect des droits de l'homme et sans un processus politique fondé sur ces droits. Pour aller de l'avant, la Somalie doit en particulier faire face aux allégations concernant les violations massives – actuelles et passées – des droits de l'homme. Le projet de coopération technique du Haut-Commissariat avec la Somalie a pris fin en février 2003. Quelle que soit la forme que la coopération prendra à l'avenir, l'expert indépendant exhorte les parties concernées à saisir l'occasion de la conférence de paix et de la prochaine mission de maintien de la paix pour faire en sorte que la charte provisoire et d'autres accords soient axés sur les droits de l'homme. C'est une chance à ne pas manquer. Les partenariats doivent être encouragés et la communauté internationale doit intervenir de manière cohérente et responsable pour améliorer la situation souvent négligée de la Somalie. Ainsi, l'expert indépendant a participé à un atelier relatif aux défenseurs des droits de l'homme le 22 février en «Somaliland». Les organisations non gouvernementales, les organismes des Nations Unies et tous les autres acteurs doivent travailler ensemble afin que, à moyen terme, le respect et la protection des droits fondamentaux des Somaliens deviennent une réalité.

16. M. HENCZEL (Pologne) intervenant au titre du point 18 de l'ordre du jour, note que la procédure de soumission des rapports est un élément clef de l'activité des organes qui suivent l'application des traités relatifs aux droits de l'homme. Cependant, force est de constater que cette procédure est de plus en plus lourde et complexe, et grève les ressources à la fois des États

Membres et du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. En outre, un nouvel instrument relatif aux droits de l'homme entrera prochainement en vigueur: il s'agit de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. La Pologne est donc favorable à une réforme générale de la procédure de soumission des rapports, qui devrait être simplifiée et rationalisée, et elle souhaite la poursuite des efforts déployés pour en améliorer l'efficacité. Les conclusions et recommandations formulées par les présidents des organes conventionnels qui s'occupent des droits de l'homme sont très intéressantes. La tenue de la première réunion intercomités de ces organes internationaux relatifs aux droits de l'homme, au cours de laquelle ont été examinées des questions d'intérêt commun telles que les méthodes de travail, a été très utile. La Pologne soutient les mesures prises par les organes conventionnels pour essayer de rationaliser leurs méthodes de travail. Elle est disposée à coopérer avec d'autres États qui souhaitent réformer le système actuel en vue de le rendre plus cohérent et plus efficace. La question du fonctionnement des organes conventionnels, y compris celle de leur financement, mérite un débat approfondi dans le cadre de la Commission sur la base du rapport du Secrétaire général, conformément à la résolution 2002/85 de la Commission et à la résolution 57/2002 de l'Assemblée générale.

17. M. UTRERAS (Chili), intervenant sur le point 14 d) de l'ordre du jour, dit que s'il faut donner des droits aux handicapés, il faut aussi leur donner les possibilités d'exercer ces droits. La loi chilienne de 1994 sur l'intégration sociale des handicapés met précisément l'accent, conformément aux normes des Nations Unies en la matière, sur l'exercice des droits des personnes handicapées, lesquelles représentent plus de 10 % de la population du pays. Les dispositions législatives adoptées dans ce domaine se sont traduites par un plan d'action dont l'objectif est de répondre aux besoins des handicapés sur le plan pratique. L'État s'efforce de donner la priorité, dans l'allocation des ressources, aux projets de prévention et de réadaptation ainsi qu'aux projets visant à offrir des possibilités d'emploi et des aides techniques aux handicapés, tout en versant des subventions spéciales aux familles pauvres dont un ou plusieurs membres souffrent de handicaps. Il favorise en outre la mise en œuvre d'importants programmes d'insertion professionnelle. Pour améliorer la législation, le Parlement chilien consulte la société civile qui joue un rôle utile de sensibilisation et examine les dispositions susceptibles de donner lieu à des discriminations. La délégation chilienne attache une grande importance au processus d'élaboration d'une convention internationale pour la promotion et la protection des droits et de la dignité des handicapés. Enfin, elle se félicite du rapport du Haut-Commissaire (E/CN.4/2003/88) et prie celui-ci de continuer à défendre la cause des handicapés dans l'ensemble du système des Nations Unies.

18. M^{me} IOANNOU (Observatrice de Chypre) a le regret de constater que la Turquie et l'administration chypriote turque n'ont rien fait pour améliorer les conditions de vie inhumaines des Chypriotes grecs et des Maronites dans le nord de Chypre depuis la décision historique de la Cour européenne des droits de l'homme du 10 mai 2001 reconnaissant la responsabilité de la Turquie dans les graves violations des droits de l'homme commises dans ce territoire occupé. La délégation chypriote rappelle que le Conseil de l'Europe a dénoncé à maintes reprises le climat d'intimidation, d'humiliation et de restriction dans lequel vivent les communautés en question, en particulier les enfants qui sont privés de la possibilité de poursuivre des études secondaires.

19. M TÓTH (Observateur de la Hongrie) souligne que la diversité ethnique, linguistique et religieuse est source d'enrichissement et que – l'histoire l'a montré – l'acceptation de cette diversité renforce la stabilité des États. Protéger et promouvoir l'identité des minorités est non seulement un impératif du point de vue des droits de l'homme mais aussi une condition pour tout État démocratique qui remplit ses fonctions de façon non discriminatoire. La générosité envers les

minorités et les autres groupes vulnérables, une générosité ayant des fondements juridiques et institutionnels, atteste de la force et non de la faiblesse d'un État.

20. Considérant que la prévention est le meilleur moyen de protéger les minorités menacées, la délégation hongroise apprécie que le Haut-Commissaire ait insisté, dans son rapport relatif à la situation des minorités, sur la nécessité d'accorder une attention particulière aux situations risquant de conduire à des violences. Puisque le Groupe de travail sur les minorités n'est pas en mesure de jouer un rôle d'alerte rapide, elle est favorable à la nomination d'un rapporteur spécial sur les minorités, dont le mandat serait en grande partie axé sur la prévention et viendrait compléter utilement celui du Groupe de travail. Elle pense qu'il est urgent de relancer le dialogue entre les États membres et le Groupe de travail et que celui-ci devrait réfléchir, avec les États membres et les ONG concernées, aux moyens d'améliorer l'efficacité de ses travaux. Enfin elle est fermement convaincue qu'un instrument juridiquement contraignant, permettant de faire en sorte que les États assument leurs responsabilités à l'égard des minorités, est le seul moyen d'assurer durablement la protection de ces dernières au plan international.

21. M. SCEPANOVIC (Observateur de la Serbie-et-Monténégro) dit que son pays, qui compte une trentaine de minorités, a adopté en 2002 une loi sur la protection des droits et des libertés des minorités nationales qui est conforme aux normes internationales en la matière et est en train de mettre en place des conseils nationaux qui permettront aux minorités d'exercer leur autonomie sur les plans de la langue, de l'éducation, de l'information et de la culture. La Serbie-et-Monténégro a adopté récemment une charte des droits de l'homme, des minorités et des libertés civiles qui fait partie intégrante de la Charte constitutionnelle du pays. Elle a par ailleurs adhéré à la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la protection des minorités et entrepris de conclure des accords bilatéraux à cet égard avec des pays voisins. Son admission récente au Conseil de l'Europe constitue pour elle une incitation supplémentaire à appliquer rigoureusement les instruments internationaux relatifs à la protection des droits des minorités.

22. La situation des minorités, particulièrement celle des Serbes et des Roms, vivant dans la province du Kosovo-Metohija administrée depuis près de quatre ans par la Mission des Nations Unies au Kosovo (MINUK) est loin d'être satisfaisante: 230 000 personnes déplacées, principalement des Serbes, vivent dans l'insécurité sans pouvoir retourner chez elles. La délégation de la Serbie-et-Monténégro espère que le Haut-Commissariat aux réfugiés s'emploiera résolument à remédier à ce problème. Pour faciliter la réconciliation interethnique, il convient aussi de régler le problème des personnes portées disparues ou enlevées dans cette province. La stricte application de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité est le seul moyen de parvenir à un règlement pacifique durable au Kosovo-Metohija. La MINUK et la communauté internationale se doivent de créer les conditions nécessaires pour que les institutions locales de la province assument, progressivement et exclusivement, les fonctions qui sont les leurs, tout en respectant pleinement les intérêts légitimes des Serbes locaux et des autorités de la Serbie-et-Monténégro.

23. M. ASADOV (Observateur de l'Azerbaïdjan) dit que la situation des réfugiés et des personnes déplacées en Azerbaïdjan du fait de l'occupation des territoires azerbaidjanais devient catastrophique. Le Gouvernement coopère activement avec les organisations internationales, notamment avec le Haut-Commissariat aux réfugiés, pour améliorer cette situation, mais l'assistance internationale humanitaire diminue, victime, comme l'a noté le Représentant du Secrétaire général, M. Deng, au cours d'une visite en Azerbaïdjan en mai 1998, de la lassitude des donateurs.

24. L'Azerbaïdjan a pourtant cruellement besoin d'une aide pour répondre aux besoins des réfugiés et des personnes déplacées, qui ont perdu leur foyer et leurs moyens de subsistance. Considérant que leur retour chez elles constitue la seule solution, il invite d'autre part la communauté internationale à intensifier ses efforts en vue d'un règlement du conflit armé et de la libération des territoires azerbaïdjanais occupés.

25. M. MARTIN (Observateur du Saint-Siège) dit que les migrations sont un phénomène normal qui a toujours existé et qui, bien géré, est une source d'enrichissement pour les sociétés. À l'ère de la mondialisation, il est paradoxal de constater non seulement que de nouveaux obstacles sont érigés pour décourager les mouvements migratoires mais que l'intolérance s'accroît à l'égard des immigrés, même de ceux qui sont installés de longue date.

26. Le principe de l'unité de la famille humaine doit constituer la pierre angulaire d'une mondialisation bénéfique pour tous. Un travailleur n'est pas une marchandise et les immigrés, pour pouvoir contribuer à l'économie du pays qui les accueille, doivent pouvoir exercer pleinement leurs capacités, et donc leurs droits. Il faut que tous les États, et particulièrement ceux qui profitent le plus de l'immigration, adhèrent à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. Il importe de «normaliser» le régime juridique international concernant les migrations pour empêcher l'exploitation dont sont fréquemment victimes les migrants illégaux du fait de leur situation précaire. Il est logique que les personnes qui vivent en dehors de la juridiction de leur État d'origine se voient accorder par l'État qui les accueille une protection spéciale à la mesure de leur vulnérabilité. Dans les régions où l'immigration est particulièrement intense, les accords bilatéraux peuvent être un moyen très efficace d'assurer le respect des normes internationales, notamment en matière de rémunération et de conditions de travail. Il convient aussi de permettre aux migrants d'exercer leur droit à la liberté de conscience, l'acceptation de la diversité religieuse pouvant largement contribuer à favoriser la tolérance religieuse. Enfin, il serait souhaitable que le système des Nations Unies et l'Organisation internationale pour les migrations renforcent leur coopération, dans le respect de leurs spécificités respectives, pour protéger les droits de tous les migrants dans le cadre de mouvements migratoires bien gérés.

27. M. AL-BADER (Observateur du Koweït) dit que son pays, convaincu de l'importance du rôle des médias dans la protection et la promotion des droits de l'homme, déplore que certains régimes illégitimes exploitent les médias à des fins de désinformation. Il importe de dévoiler ces régimes et de les obliger à respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Il convient de faire en sorte que le développement de l'éducation et de l'information dans le domaine des droits de l'homme soit un objectif pour tous et de renforcer la campagne menée en ce sens par le système des Nations Unies.

28. M. MANSOUR (Observateur de la Tunisie) regrette que la Représentante spéciale du Secrétaire général pour les défenseurs des droits de l'homme ait fait état dans son rapport d'allégations dont elle n'a pas vérifié le fondement, ce qui pose avec acuité le problème de la manière dont la Commission mène ses travaux. La Tunisie a toujours parrainé le projet de résolution sur les défenseurs des droits de l'homme, pensant qu'il est fondamental que ceux-ci jouent pleinement leur rôle, en agissant dans le seul souci des droits de l'homme et avec la plus grande objectivité et impartialité. D'où la nécessité qu'ils puisent leurs informations à des sources objectives diverses, y compris étatiques.

29. Or certains se permettent de porter publiquement des jugements fondés sur des a priori et des partis pris, ou de faire des déclarations intempestives qui n'ont rien à voir avec la recherche de la

vérité. La délégation tunisienne a été étonnée de lire et d'entendre durant la session en cours des informations qui n'avaient pas de raison d'être, d'autant que l'engagement de la Tunisie en faveur des droits de l'homme procède d'un choix politique délibéré et irréversible qu'attestent les mesures prises récemment dans le cadre de la réforme de la constitution. S'adressant à l'Observateur de la Suisse, M. Mansour, déclare avoir été particulièrement indigné qu'un représentant d'un pays s'autorise à se faire l'écho d'allégations totalement non fondées concernant la Tunisie. L'œuvre de renouveau et de démocratie engagée en Tunisie a contribué à instaurer dans le pays un climat de paix sociale et de stabilité politique.

30. M. WENAWESER (Observateur du Liechtenstein) dit que son pays s'est joint aux États qui ont adressé une invitation permanente à tous les titulaires de mandats de la Commission des droits de l'homme. Partie aux six principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, le Liechtenstein s'acquitte de ses obligations en matière d'établissement de rapports mais, comme d'autres, est parfois surchargé par le travail que cela représente. Favorable à une réforme du système, le Liechtenstein est heureux d'accueillir du 4 au 7 mai, en coopération avec le Haut-Commissariat, une réunion qui rassemblera des membres des organes conventionnels, des représentants des États, des institutions spécialisées et des ONG pour réfléchir aux éléments d'une telle réforme.

31. La délégation du Liechtenstein souligne le délicat équilibre, encore fragilisé par les événements récents, à respecter entre la nécessité de combattre le terrorisme et celle de protéger les droits de l'homme. Puisqu'il n'existe pas, pour la sauvegarde des droits de l'homme, d'organe qui fasse pendant au Comité créé par la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité concernant la lutte antiterroriste, le représentant du Liechtenstein se félicite de ce que la Troisième Commission de l'Assemblée générale, qu'il a eu l'honneur de présider, ait adopté à la cinquante-septième session une résolution sur la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste (A/RES/57/219). Sa délégation appuie résolument le projet de résolution rédigé sur cette question par la délégation mexicaine et souhaite voir le Haut-Commissariat jouer un rôle plus actif dans ce domaine. En limitant les droits de l'homme au nom de la lutte antiterroriste, on affaiblit les valeurs mêmes que ceux que l'on est déterminé à combattre ont décidé de détruire.

32. M. ZIDAR (Observateur de la Slovénie), soucieux d'améliorer l'efficacité du fonctionnement des organes conventionnels, se dit favorable aux mesures suivantes: présentation d'un rapport de base commun, avec des annexes complémentaires pour chaque organe; adoption de la procédure de suivi des conclusions introduite par le Comité des droits de l'homme; tenue de réunions intercomités annuelles; et établissement d'un lien entre les conclusions des comités et l'assistance technique du Haut-Commissariat. S'agissant des mécanismes spéciaux de la Commission, la délégation slovène appuie la pratique des visites de suivi, l'attention accrue accordée aux appels urgents, le suivi des recommandations, la mise sur pied de missions conjointes sur le terrain de plusieurs rapporteurs spéciaux, et l'idée de lier l'assistance technique aux fonctions de surveillance des mécanismes spéciaux. La Slovénie soutiendra en outre pleinement toute mesure visant à assurer une bonne coordination entre les organes conventionnels et les mécanismes spéciaux.

33. M. WHITELEY (Observateur de la Commission européenne) donne un bref aperçu de la manière dont les programmes de la Commission européenne reflètent les positions de l'Union européenne dans le domaine de la promotion et de la protection des droits de l'homme. En ce qui concerne la lutte contre le racisme, l'Union européenne a créé en 1997 l'Observatoire du racisme et de la xénophobie et met en œuvre pour la période 2001-2006 un programme d'action d'un montant de 100 millions d'euros. La Commission a d'ailleurs fait de la lutte contre le racisme et la xénophobie dans les pays tiers l'une de ses quatre priorités en matière de financement pour la

période 2002-2004 et mène à bien plusieurs projets dans ce domaine, tel celui qui a pour but d'aider des centres de jeunes dans le Caucase, qui rassemblent des jeunes d'origines ethniques et religieuses différentes. La Commission appuie aussi les droits des populations autochtones et a organisé en juin 2002, conjointement avec l'Alliance internationale des peuples autochtones et tribaux des forêts tropicales et la Rain Forest Foundation, une conférence sur la manière dont les autochtones considèrent la politique de l'Union européenne.

34. En ce qui concerne la peine de mort, l'Union européenne a adopté des principes directeurs en la matière et consacre des ressources considérables à des activités visant à sensibiliser la population des pays qui appliquent la peine capitale, à permettre aux condamnés à mort de bénéficier d'une assistance judiciaire et à améliorer la formation des juristes.

35. L'Union européenne s'emploie aussi à prévenir la torture et à assurer la réadaptation des victimes de la torture. Elle a défendu énergiquement le nouveau Protocole facultatif à la Convention contre la torture et débloquent des fonds pour contribuer à l'application de cet instrument en vue d'assurer que les mécanismes de visite établis aux niveaux international et national fonctionnent dans les meilleures conditions possibles.

36. M. NSUE MANGUE (Observateur de la Guinée équatoriale), se référant au point 19 de l'ordre du jour, tient à souligner que l'assistance technique du Haut-Commissariat aux droits de l'homme doit bénéficier à tous les États sans discrimination aucune, l'essentiel pour tous les pays étant de disposer d'une capacité nationale en matière de promotion et de protection des droits de l'homme.

37. La Guinée équatoriale a signé un accord avec le CICR afin d'améliorer, entre autres, le système pénitentiaire du pays. Par ailleurs, quelque 134 détenus, soit 70 % de la population carcérale, ont bénéficié de l'amnistie prononcée par le Gouvernement. Enfin, en mai 2002, les auteurs du coup d'État destiné à renverser le Gouvernement ont été jugés par un tribunal civil et non par un tribunal militaire: depuis lors, les deux juridictions civiles et militaires sont nettement séparées.

38. Les élections présidentielles qui ont eu lieu le 15 décembre 2002 peuvent être considérées comme un modèle en matière de bonne gouvernance. D'ailleurs, les 70 observateurs internationaux et les 30 observateurs nationaux qui ont supervisé le processus électoral ont pu constater le caractère à la fois transparent, libre et démocratique de ces élections.

39. En janvier de l'année en cours, une première conférence nationale sur la justice et la promotion de l'état de droit a eu lieu en Guinée équatoriale. Cette conférence a débouché sur un certain nombre de recommandations tendant à réformer et moderniser le système judiciaire. Pour que ces réformes puissent être menées à bien, il faut que le Gouvernement dispose d'une assistance pour la formation du personnel des institutions que concerne au premier chef la protection des droits de l'homme, à savoir, entre autres, la Commission nationale des droits de l'homme de la Guinée équatoriale.

40. La Guinée équatoriale tient à réaffirmer son engagement de poursuivre sa politique de coopération avec la Commission.

41. M. LAMB (Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge), prenant la parole au sujet des points 14 et 18 de l'ordre du jour, appelle l'attention sur le sort des migrants, y compris de ceux, parmi les migrants, qui ont un statut parfaitement légal dans le pays

hôte. Beaucoup plus préoccupante, évidemment, est la situation de ceux qui émigrent dans des conditions irrégulières, c'est-à-dire les personnes «vivant dans l'ombre», comme les a décrites en avril 2002 la Conférence des sociétés européennes de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Certes, grâce à l'entrée en vigueur de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, la situation progresse et l'on ne peut que s'en féliciter mais il n'en reste pas moins que la discrimination et l'intolérance qui dominent dans le monde d'aujourd'hui justifient le lancement d'un appel aux gouvernements pour que, en lien avec les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, ils mènent une action en fonction des réalités concrètes. À cet égard, la Fédération internationale est convaincue qu'une action commune entre les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et les institutions nationales des droits de l'homme peut donner des résultats. Cette action doit se situer non seulement au niveau des pays mais également à l'échelon régional. Il est réconfortant à cet égard de constater que de nombreux représentants des institutions nationales de protection des droits de l'homme assistent au présent débat. M. Lamb renvoie les membres de la Commission à la version intégrale de son discours qu'il a dû considérablement abréger afin de respecter le temps de parole qui lui était imparti.

42. M. TEKLE (Observateur de l'Érythrée) rend hommage au Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des personnes déplacées dans leur propre pays pour les efforts inlassables qu'il déploie en faveur de cette catégorie de personnes. Seul le retour de ces dernières dans leur foyer d'origine constitue une solution durable. Mais un tel retour est subordonné à l'existence d'une paix, elle aussi, durable. Ainsi, depuis la signature de l'Accord de cessation des hostilités, le Gouvernement érythréen a tout mis en œuvre pour accélérer le rapatriement des personnes – principalement des femmes, des enfants et des personnes handicapées – qui ont pris la fuite devant les actes barbares commis par des hordes en maraude pendant la dernière agression éthiopienne. Malheureusement, les efforts déployés par le Gouvernement érythréen ont été systématiquement entravés par le Gouvernement éthiopien et par ses mercenaires qui ont empêché ces retours en posant des mines. Pire encore, l'Éthiopie a indiqué son intention de rejeter la décision finale et contraignante de la Commission de démarcation de la frontière. À l'évidence, une telle attitude aura des conséquences graves.

43. M. KARKLING (Observateur de la Lettonie), se référant au point 14 b) de l'ordre du jour qui concerne les minorités, dit que son pays peut s'enorgueillir à juste titre des succès remportés par sa politique d'intégration fondée essentiellement sur la tolérance et l'inclusion. Dans ce domaine, la société lettone peut être qualifiée de stable. En Lettonie, l'intégration se fait d'une manière naturelle, comme le confirment l'usage dans la vie courante de nombreuses langues et les mariages mixtes entre Lettons et non Lettons. Depuis qu'il a recouvré l'indépendance, le Gouvernement letton a réformé progressivement sa législation et ses institutions, créant notamment des écoles pour les membres des communautés minoritaires et apportant son appui aux programmes destinés à préserver la culture de ces communautés. Ces mesures ont permis de préserver le patrimoine culturel de nombreux groupes minoritaires dont l'existence était menacée sous le régime soviétique. Les ONG ont participé activement à ce processus, en particulier à l'élaboration du Programme d'intégration sociale qui prend en compte tous les aspects de cette question. Par ailleurs, la création, au sein du Gouvernement, d'un nouveau ministère chargé des questions d'intégration, témoigne de la volonté du Gouvernement de promouvoir le dialogue entre tous les éléments de la société. Enfin, grâce à un programme d'enseignement de la langue lettone, le nombre de personnes qui ne parlent pas cette langue est passé de 23 à 9 % en huit ans. Pour toutes ces raisons, la Lettonie peut prétendre servir de modèle en matière d'intégration ethnique et politique.

44. M. de JONG (Observateur des Pays-Bas), prenant la parole sur le point 19 de l'ordre du jour, souligne l'importance vitale des services consultatifs et de la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme. Il se félicite à cet égard des réformes proposées par M. Vieira de Mello, qui mettent par ailleurs en évidence la nécessité d'allouer une part plus importante du budget ordinaire de l'ONU au HCDH. Les activités menées par le Gouvernement néerlandais dans le cadre de la coopération bilatérale portent sur les questions suivantes: développement de démocraties pluralistes, réforme du système judiciaire et de la police, appui aux institutions, aide aux victimes et promotion du droit au logement et du droit à la santé. Bon nombre des pays auxquels le Gouvernement néerlandais apporte une assistance sont des démocraties récentes. Ces pays s'efforcent, malgré d'immenses difficultés, de se doter d'institutions qui garantissent le caractère démocratique du Gouvernement et le respect des droits de l'homme. L'appui continu de la communauté internationale est indispensable pour permettre à ces pays d'atteindre ces objectifs.

45. M^{me} HATTORI (Organisation mondiale de la santé – OMS) rappelle que, d'après les estimations de l'OMS, environ 500 millions de personnes, soit entre 7 et 10 % de la population mondiale, souffrent de handicaps et que 80 % d'entre elles vivent dans les pays en développement. L'OMS est pleinement favorable à l'élaboration d'une convention internationale sur la protection et la promotion des droits et de la dignité des personnes handicapées. L'action de l'OMS dans ce domaine consiste, entre autres, à aider les pays à se doter d'une législation en matière de santé et plus particulièrement de santé mentale, qui tienne compte des droits de l'homme. En 2003, l'OMS accueillera un forum international sur la santé mentale, les droits de l'homme et la législation auquel participeront des représentants d'environ 50 pays.

46. M^{me} Hattori appelle également l'attention sur une nouvelle forme de discrimination qui n'a pas encore reçu une attention suffisante et qui est celle liée à l'âge. Dans un monde où l'on vit de plus en plus longtemps, les personnes âgées sont de plus en plus nombreuses à connaître le dénuement et la discrimination. Il est indispensable de protéger les droits humains de ces personnes, comme cela a été réaffirmé dans le Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement, en 2002. C'est pourquoi l'OMS a établi un partenariat avec les ONG et les établissements universitaires en vue d'élaborer une stratégie globale visant à doter les services de santé primaire des moyens nécessaires pour identifier les abus commis à l'égard des personnes âgées, prévenir de tels abus et y remédier.

47. Un autre groupe également négligé dans le domaine de la santé et des droits de l'homme est celui des migrants. À cet égard, l'OMS participe, avec plusieurs institutions des Nations Unies et avec des ONG à l'élaboration d'un projet qui débouchera sur une publication portant sur le thème de la migration, de la santé et des droits de l'homme.

48. Enfin, la discrimination et d'autres formes de violation des droits fondamentaux demeurent les principaux obstacles à la prévention de la transmission du VIH et au traitement de la maladie.

49. D'une manière générale, l'OMS confirme son engagement d'appuyer l'action de l'ONU dans le domaine de la santé, en particulier les efforts du Rapporteur spécial sur le droit à la jouissance du meilleur niveau possible de santé ainsi que d'autres organes compétents du Haut-Commissariat aux droits de l'homme.

50. M. MALEMPRE (UNESCO), se référant au point 17 d) de l'ordre du jour qui concerne la science et l'environnement, dit qu'une étape significative a été franchie en 1997, avec l'adoption par la Conférence générale de l'UNESCO de la Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme, déclaration que l'Assemblée générale des Nations Unies a faite sienne en 1998.

Premier instrument international sur le génome humain, la Déclaration concilie l'exigence de l'éthique scientifique avec celle des droits de l'homme en affirmant les principes de liberté individuelle, la liberté de la recherche et le respect de la dignité humaine. Les deux instances chargées d'orienter la réflexion de l'UNESCO dans ce domaine sont, d'une part, le Comité international de bioéthique (CIB) et, d'autre part, le Comité intergouvernemental de bioéthique (CIGB). L'UNESCO a par ailleurs entrepris une réflexion de fond sur la possibilité d'élaborer un nouveau cadre de référence dans ce domaine qui pourrait prendre la forme d'un instrument normatif. En effet, la Déclaration universelle de 1997 ne s'appliquant qu'au génome humain, le besoin de repères éthiques universels couvrant l'ensemble des questions qui se posent dans les sciences du vivant est en effet de plus en plus ressenti par les spécialistes et les décideurs.

51. Étant donné la constitution de banques de données de plus en plus nombreuses ainsi que la multiplication des utilisations de ces données à des fins non médicales parfois douteuses d'un point de vue éthique, l'UNESCO prépare, en consultation avec ses États membres et les organisations internationales disposant d'une expertise en la matière, un projet de déclaration internationale sur les données génétiques humaines, déclaration qui devrait être soumise à la prochaine session de la Conférence générale en septembre 2003.

52. M^{me} MAJALI (Observatrice de la Jordanie), prenant la parole au sujet du point 18 b) de l'ordre du jour, dit que le Gouvernement jordanien, conscient de l'importance du rôle que jouent les institutions nationales des droits de l'homme, a pris, le 24 décembre 2002, un décret portant création du Centre national des droits de l'homme. Ce centre sera chargé, entre autres, de combattre toutes les formes de discrimination, de renforcer la démocratie et de veiller à ce que les conventions internationales auxquelles la Jordanie est partie soient appliquées. Le Centre prévoit, entre autres objectifs, d'inscrire la question des droits de l'homme dans les programmes scolaires, de mener des études, d'organiser des activités et de diffuser des informations sur cette question. Le Centre sera également habilité à poursuivre en justice les auteurs de violations des droits de l'homme, à procéder à des inspections dans les établissements carcéraux, notamment dans les centres de détention de jeunes délinquants, et dans tout autre lieu faisant l'objet de plaintes relatives à des violations des droits de l'homme. Par ailleurs, la loi stipule l'indépendance du Centre, ce qui signifie que le personnel des forces de sécurité ne peut perquisitionner ses bureaux sans mandat écrit émanant d'un tribunal. En vertu du décret royal de mars 2003, le Centre est administré par un conseil composé de 21 membres, qui sont des militants des droits de l'homme et des personnalités officielles. Le Centre a tenu sa première réunion le 30 mars afin d'examiner ses objectifs, d'assigner des plans et des missions à ses divers comités et de définir ses procédures d'examen des allégations relatives à des violations des droits de l'homme. Le Gouvernement jordanien espère qu'une délégation du Centre assistera l'an prochain aux travaux de la Commission des droits de l'homme.

53. M^{me} BRETT [Comité consultatif mondial de la Société des amis (Quakers)], prenant la parole au nom également d'Amnesty International et du Service jésuite des réfugiés au sujet du point 14 c) de l'ordre du jour, dit que les trois organisations non gouvernementales qu'elle représente, tout en reconnaissant que le HCR a une responsabilité centrale en matière de protection des réfugiés, des demandeurs d'asile et des personnes qui se voient refuser le statut de demandeur d'asile, considèrent que les organes des Nations Unies chargés des droits de l'homme ont également une responsabilité à l'égard de toutes ces personnes. En effet, certains droits des réfugiés n'ont pas encore reçu toute l'attention nécessaire. C'est notamment le cas de leur droit à l'alimentation. En Zambie, par exemple, les réfugiés n'ont reçu pendant huit mois que des demi-rations de nourriture, le PAM n'ayant pu acheminer l'aide alimentaire lorsque la famine a sévi dans la région. En Angola, les personnes rapatriées n'ont pas bénéficié de l'assistance nécessaire, les organisations humanitaires n'ayant pas été présentes pour les accueillir. Trop nombreux sont les gouvernements

qui ne reconnaissent pas le fait que les demandeurs d'asile et les réfugiés ont des droits en vertu du droit international relatif aux droits de l'homme et des dispositions relatives à la protection des réfugiés. Par ailleurs, depuis les événements du 11 septembre, le respect des droits des réfugiés et des demandeurs d'asile y compris de ceux qui ont été déboutés, est nettement en baisse. Une action doit être engagée pour faire davantage comprendre que ces personnes ont des droits dans tous les domaines économique, social, culturel aussi bien que civil et politique.

54. Les organisations que M^{me} Brett représente se félicitent de la coopération accrue entre le HCR et le HCDH. Elles demandent à la Commission de prier le Haut-Commissaire aux droits de l'homme d'établir un rapport sur la protection des droits humains des réfugiés et des demandeurs d'asile (y compris des demandeurs déboutés), d'inviter les titulaires de mandat à accorder une attention spécifique aux droits de ces personnes et de rappeler aux États les obligations qu'ils ont à leur égard.

55. M^{me} ALAI (Communauté internationale bahaïe), prenant la parole sur le point 14 b) (minorités), au nom également du Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme et de Minority Rights Group International, se dit déçue de constater que les mécanismes dont dispose l'ONU pour combattre les violations des droits des minorités et prévenir la violence à leur égard, ne sont pas encore efficaces. En particulier, le rapport présenté à la Commission sur la question des minorités ne formule pas cette conclusion, pourtant évidente, que les mécanismes des Nations Unies n'examinent pas de manière systématique la question de la prévention des conflits impliquant des minorités. Or, la Conférence mondiale contre le racisme a appelé l'attention sur la nécessité d'élaborer de nouvelles procédures en matière de règlement des conflits, de médiation et de conciliation. Certes, le Groupe de travail sur les minorités appelle l'attention de la communauté internationale sur les questions relatives aux minorités mais son mandat n'inclut pas la médiation, ni l'alerte rapide, l'action urgente ou la communication directe avec New York. En fait, le Groupe de travail fait rapport à la Sous-Commission, à laquelle il est interdit d'adopter des résolutions sur des pays déterminés. Or, ce qui est crucial, comme la tragédie du Rwanda l'a montré, ce n'est pas seulement d'identifier les conflits potentiels mais de garantir l'intervention des organes des Nations Unies à New York chargés d'empêcher les conflits violents. D'où la nécessité de créer un mécanisme spécial directement relié au Secrétaire général, afin de prévenir ces conflits. Le mandat de cette entité serait de recevoir des communications concernant des violations des droits des minorités et d'engager une diplomatie préventive avec les parties concernées. Les organisations que représente M^{me} Alai demandent à la Commission des droits de l'homme de prier le Haut-Commissariat d'établir un rapport sur l'efficacité des mécanismes existants face aux violations des droits des minorités et d'identifier clairement les lacunes éventuelles dans ce domaine.

56. M. AAJAKIA (Nord-Sud XXI), prenant la parole, au nom également du Mouvement international pour l'Union internationale entre les races et les peuples et la société africaine de droit international et comparé, juge essentiel que, dans les pays dont la population est une mosaïque de groupes ethniques, ces groupes soient équitablement représentés dans les organes de décision à tous les niveaux. Cela est particulièrement vrai dans les pays où ces groupes sont opprimés et exclus du pouvoir politique et économique. Tel a été le cas des Mohajirs au Pakistan pendant les dix dernières années. Après avoir été mis à l'écart en raison de leur détermination de combattre l'oligarchie régnante et d'établir une vraie démocratie au Pakistan, les Mohajirs font désormais partie du Gouvernement avec lequel ils entendent établir un partenariat, à travers le Mouttahida Quami Mouvement, qui est le deuxième grand parti politique du Sind. À ce titre, les Mohajirs s'engagent à promouvoir et à protéger les droits de tous les groupes minoritaires du pays, en particulier au Sind et au Balouchistan. Il faut espérer que les cicatrices laissées par le conflit entre les principaux

groupes ethno-linguistiques du pays et les précédents gouvernements finiront par se cicatriser et que la société pakistanaise évoluera vers une coexistence pacifique entre les différents groupes du pays.

57. M^{me} AULA (Franciscains International) prend la parole au sujet du point 14 b) de l'ordre du jour au nom de plusieurs autres ONG, à savoir Dominicans for Justice and Peace, Caritas Internationalis, Anti-Slavery International et le Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme. Ces organisations font observer que, plusieurs décennies après l'adoption des conventions contre l'esclavage de 1926 et 1956 et de la Convention de l'OIT sur le travail forcé de 1930, l'esclavage sous ses formes contemporaines, telles que le travail forcé, la servitude, la traite des personnes et les pires formes du travail des enfants, persiste sur tous les continents. Le nombre de personnes touchées par ces formes modernes d'esclavage a même augmenté au cours des dernières années. D'après l'OIT, le nombre d'enfants soumis aux pires formes de travail s'élèverait à 179 millions. Sur ce nombre, environ 8,4 millions sont soumis à l'esclavage, à la servitude pour dette et au travail forcé, ce qui inclut le recrutement dans les conflits armés, la traite et la prostitution. À ces chiffres, il faut ajouter les millions de femmes et d'hommes victimes de toutes les formes d'exploitation. Le problème réside essentiellement dans l'absence d'engagement des États d'éliminer ces formes d'esclavage. Tous les États à l'exception de la Somalie et des États-Unis d'Amérique, ont ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant dont l'article 32 interdit l'exploitation des enfants. Or, les statistiques de l'OIT montrent que des millions d'enfants sont maintenus en esclavage en violation de cette convention. De même, alors que 115 États ont signé le protocole visant à prévenir, éliminer et sanctionner la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, bon nombre de ces pays n'ont pas encore pris des mesures contraignantes pour protéger et appuyer les victimes de la traite. Aucun progrès notable ne sera fait dans ce domaine tant que les pays n'auront pas intégré dans leur législation les principes et directives relatifs aux droits de l'homme et à la traite des êtres humains de 2002. À cet égard, il convient d'appeler notamment l'attention sur le problème de la servitude qui est toujours endémique dans des pays comme l'Inde et le Pakistan.

58. M^{me} STASIUS (Internationale socialiste des Femmes), prenant la parole au nom de l'Internationale socialiste des femmes et de neuf autres ONG, souligne à la fois l'impossibilité de mettre un terme aux migrations, aussi longtemps que des gens garderont l'espoir d'améliorer leur sort en changeant de pays, mais aussi la nécessité de réguler les flux migratoires. Ainsi, les pays doivent, tout en combattant les trafics illégaux d'êtres humains, veiller à ne mettre aucune entrave à la mobilité des personnes, en particulier à celle des femmes, que la discrimination et les atteintes à leurs droits poussent à émigrer en nombre croissant. Il faut aussi que les pays développés, qui ont besoin des migrants mais qui en même temps n'acceptent pas leur présence pour des raisons diverses, surmontent leur ambivalence à leur égard.

59. M^{me} Stasius appelle particulièrement l'attention sur les femmes qui migrent avec leur famille et que leur isolement confine souvent dans des rôles traditionnels. Ces femmes «invisibles», qui sont souvent victimes d'abus, doivent enfin sortir de l'ombre et jouer un rôle dans les politiques d'intégration sociale.

60. La discrimination à l'égard des femmes est l'une des principales causes de la pauvreté dans le monde. D'où la nécessité de reconnaître le droit des femmes de posséder la terre et de mettre au point à leur attention des systèmes de microcrédit qui leur permettent de se rendre autonomes. Il est important de rappeler que les migrants et les migrantes, du fait qu'ils envoient dans leur pays d'origine une grande partie de leurs gains, jouent un rôle non négligeable dans le développement des collectivités locales. Ces envois de fonds, dont l'ampleur dépasse le volume de l'aide publique au développement, doivent être utilisés de façon productive.

61. Les organisations vouées à la cause des femmes que M^{me} Stasius représente, prient instamment les gouvernements d'adopter, en faveur des migrantes, des politiques qui leur assurent l'égalité des droits, leur garantissent une protection et leur donnent les moyens de se défendre contre le racisme, la discrimination et l'exploitation, en particulier l'exploitation sexuelle. À cet effet, elles demandent l'élaboration d'une charte des droits à la citoyenneté des femmes migrantes, incluant l'accès à la santé, à la formation et à un travail décent ainsi que la reconnaissance des qualifications obtenues dans le pays d'origine. Les gouvernements devraient également, en association avec les ONG, recueillir des données sur la situation des femmes migrantes, lancer des campagnes d'information et de sensibilisation dans les pays d'origine et de transit et mettre au point un système d'alerte rapide afin d'empêcher la traite des femmes et des enfants à la source. Quant aux pays de destination, ils devraient octroyer un permis de séjour temporaire aux victimes de la traite pendant toute la durée des procédures judiciaires engagées contre les trafiquants. Enfin, l'Internationale socialiste des femmes et les organisations non gouvernementales qui lui sont associées invitent instamment tous les gouvernements, en particulier les gouvernements de tous les pays d'accueil, à ratifier la Convention des Nations Unies sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille qui vient d'entrer en vigueur. Elles invitent également tous les gouvernements à ratifier la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (Convention de Palerme) et ses deux protocoles additionnels.

62. M. TAYLOR (Conférence des femmes de toute l'Inde) prend la parole au nom de plusieurs organisations membres du Comité des ONG pour la liberté de religion et de conviction, pour appeler, comme l'a fait, le Rapporteur spécial sur cette question dans son rapport, les campagnes de répression orchestrées par le Gouvernement chinois contre les membres du Falun Gong. Dans ce contexte, il appelle aussi l'attention sur le projet d'article 23 de la loi fondamentale de Hong Kong. Si cet article prend force de loi, toute manifestation ayant un caractère de revendication sociale et toute espèce de méditation collective pratiquée en public, même axée sur la tolérance, pourraient être interprétées comme une opposition politique et par conséquent être interdites et durement sanctionnées. Il est crucial, par conséquent, que les gouvernements et les ONG multiplient les initiatives pour renforcer le dialogue avec les autorités chinoises au sujet de la question des droits de l'homme, en particulier de la liberté religieuse.

63. Le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction souligne à juste titre les dangers de l'extrémisme religieux. Il cite à ce propos le cas de l'Algérie, où il s'est rendu, et celui de l'Iran, pays où, malgré des signes de réforme encourageants, il y a lieu d'être inquiet non seulement pour les minorités non musulmanes mais aussi pour ceux, au sein de la majorité musulmane, qui osent contester l'interprétation officielle des textes sacrés. Il est également très préoccupant de lire, dans le rapport du Rapporteur spécial, que dans certains pays les forces de l'ordre refusent d'intervenir lorsque des minorités religieuses sont en butte à des persécutions ou victimes de discrimination. Enfin, il existe dans certains pays occidentaux une tendance à diffamer des groupes en les qualifiant de «sectes» sous prétexte que certains d'entre eux ont commis des abus. Cette réaction excessive, assez analogue à celle suscitée par les événements du 11 septembre, est elle aussi préoccupante. Les droits de toutes les minorités doivent être garantis, ce qui suppose que le droit de chacun à la différence soit respecté.

64. M. NETTER, prenant la parole au nom du Comité de coordination d'organisations juives, de B'Nai B'rith International et de l'Organisation internationale des femmes sionistes, dénonce la vague d'antisémitisme, d'une ampleur sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale, qui déferle sur le monde et dont l'une des sources, selon lui, est la Commission des droits de l'homme elle-même, la Commission qui, année après année condamne Israël dans des résolutions partiales, rendant ainsi crédibles les pires accusations dont on accable ce pays. À cet égard, M. Netter

remercie la délégation allemande d'avoir protesté lorsque l'Observateur de la Palestine a établi un parallèle entre le sionisme et le nazisme. De même, il sait gré à la délégation américaine d'avoir dénoncé les termes incendiaires utilisés contre Israël à la Commission. Il est regrettable que de telles interventions ne soient pas plus systématiques.

65. La Commission, qui est mandatée pour examiner la question des droits de l'homme, est devenue une arène politique où il suffit de rassembler un nombre suffisant de voix pour échapper à toute condamnation, tandis que les moins chanceux, comme Israël, sont condamnés pour des crimes qu'ils n'ont pas commis. Maintenir les regards fixés sur Israël, pays qui à lui seul occupe un point entier de l'ordre du jour de la Commission, est en fait une tactique dont se servent certains pays pour détourner l'attention de leurs propres méfaits. M. Netter lance un appel à tous ceux qui se préoccupent vraiment des droits de l'homme pour qu'ils dénoncent l'incitation à la haine envers le peuple juif à laquelle se livrent ceux qui cherchent à criminaliser l'État juif.

66. M. BAHRI (Organisation néerlandaise pour la coopération internationale au développement et Mouvement du tiers monde contre l'exploitation des femmes), prenant la parole au sujet du point 14 c) de l'ordre du jour, indique qu'il y a plus de 1,5 million de personnes déplacées en Indonésie, auxquelles le Gouvernement indonésien fournit une assistance très limitée, bien qu'il ait déclaré vouloir régler le problème avant la fin de 2002. En fait, les fonds destinés à l'assistance aux personnes déplacées ont été mal gérés et mal répartis, de sorte que la plupart des familles concernées sont bien loin d'avoir reçu la totalité de l'aide qui leur avait été promise. En septembre 2001, le Gouvernement a simplement cessé de pourvoir à leurs besoins quotidiens. À Aceh, où les forces de sécurité ont fait fuir les villageois, la situation des personnes déplacées est particulièrement dramatique. En 2001 et 2002, ce sont les milices qui se sont mises à terroriser les habitants, en particulier dans la région centrale de la province d'Aceh, forçant les populations, en majorité les paysans, à s'enfuir dans la jungle. Non seulement le Gouvernement ne cherche pas à régler la situation mais il ne fait pas bon accueil aux organismes internationaux et aux ONG humanitaires dans la région. Les ONG que M. Bahri représente recommandent à la Commission de prier instamment le Gouvernement indonésien de retirer toutes les forces armées des villages, de remettre en état l'infrastructure économique locale qui a été détruite pendant les opérations militaires et d'inviter le représentant du Secrétaire général chargé de la question des personnes déplacées à se rendre en Indonésie pour évaluer la situation et engager un dialogue sur cette question.

67. M^{me} BELLAMY (Confédération internationale des syndicats libres), parlant également au nom du Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme, de l'Internationale des services et de la Confédération internationale des syndicats libres, avec le soutien de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), de l'UNESCO et de l'Organisation internationale du Travail (OIT), se félicite que la Convention sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille ait reçu le nombre de ratifications nécessaire pour son entrée en vigueur, qui se fera le 1^{er} juillet 2003. Il s'agit là d'une étape essentielle, qui devrait inciter la communauté internationale à envisager la question des migrations du point de vue des droits de l'homme, et plus seulement comme un problème économique, politique ou de sécurité nationale. La Convention vise à prévenir l'exploitation des travailleurs migrants et de leur famille, tout au long du processus de migration. En garantissant l'accès aux droits fondamentaux, un traitement égal entre les travailleurs migrants et les nationaux sur le marché du travail, le droit à la santé, à un logement adéquat et à l'éducation ainsi que la protection contre les arrestations arbitraires, la Convention doit favoriser l'intégration des travailleurs migrants et renforcer la cohésion sociale. Le Comité directeur de la campagne pour la ratification de la Convention, auquel appartiennent les organisations ici représentées, a accueilli

avec intérêt les rapports de la Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme des migrants. Le Comité espère que les travaux de la Conférence internationale du Travail, en 2004, ainsi que ceux de l'OIM et de l'UNESCO sur la question des droits des migrants inciteront les gouvernements à s'acquitter de leurs responsabilités et obligations pour que les travailleurs migrants, quel que soit leur statut, ne soient plus exploités mais considérés comme des acteurs à part entière du développement économique de leurs pays d'accueil et d'origine.

68. M. WICHERT (Conseil canadien des églises), parlant également au nom du Mennonite Central Committee, dit que le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile pour échapper à la persécution, consacré dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, est aujourd'hui menacé à plusieurs titres. Les camps de réfugiés sont trop souvent la cible d'attaques de groupes paramilitaires ou militaires. Dans ces camps, beaucoup de femmes sont victimes de violences sexuelles. La vulnérabilité des femmes réfugiées à l'exploitation sexuelle est accrue par le manque de nourriture, qui les contraint à se soumettre pour obtenir de quoi manger. Les politiques de restriction au droit d'asile sont de plus en plus courantes et systématiques. Le recours à la détention arbitraire pour une durée indéterminée est de plus en plus fréquent dans les pays d'asile.

69. La résolution sur les droits de l'homme et les exodes massifs, adoptée plusieurs années de suite par la Commission, a eu quelques incidences positives. Toutefois, l'approche qu'elle propose en ce qui concerne les droits de l'homme des réfugiés n'est pas satisfaisante. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, en particulier, devrait s'employer à favoriser l'adoption de mesures appropriées, à suivre leur mise en œuvre et à rendre compte des obstacles rencontrés. La Commission, quant à elle, devrait reconnaître la nécessité de protéger les droits de l'homme des réfugiés et des demandeurs d'asile et engager le Haut-Commissariat aux droits de l'homme à faire rapport sur les mesures prises en vue d'appliquer la résolution sur les droits de l'homme et les exodes massifs. Elle devrait également envisager de modifier le titre de cette résolution en le remplaçant par «Droits de l'homme et réfugiés».

70. M^{me} SCHOLZ (Human Rights Advocates), parlant également au nom de International Possibilities Unlimited et de la Nuclear Age Peace Foundation, dit que les migrants représentent aujourd'hui 2,9 % de la population mondiale. Ce pourcentage montre combien il est impératif de garantir les droits fondamentaux des migrants, à commencer par leur droit à la vie, en modifiant les politiques en matière de contrôle des frontières et en poursuivant ceux qui exploitent les migrants, notamment sur le lieu de travail. De nombreuses personnes à travers le monde continuent de perdre la vie en tentant de franchir les frontières en quête d'une vie meilleure. Depuis 1993, au moins 3 026 migrants sont décédés alors qu'ils tentaient de gagner l'Europe. La plupart des pays continuent de durcir leur politique de surveillance des frontières. Au lieu de dissuader les migrants, ceci a pour effet de les pousser à emprunter des itinéraires toujours plus dangereux. À la frontière entre les États-Unis et le Mexique, par exemple, le nombre d'arrestations et de décès de migrants n'a cessé d'augmenter depuis septembre 2001. Aux mesures policières s'ajoute le rôle des groupes d'autodéfense et des milices locales, qui s'en prennent également aux migrants. Une fois aux États-Unis, les migrants doivent souvent travailler dans des conditions déplorables, pour des salaires très bas. Pourtant, très peu de mesures sont prises à l'encontre des employeurs. Les entreprises agricoles qui enfreignent la législation sur les pesticides au détriment de la santé des travailleurs agricoles, par exemple, sont rarement condamnées pour cette pratique. Les droits des travailleurs migrants sur le lieu de travail sont protégés juridiquement, tant au niveau international qu'au niveau national. Toutefois, les moyens mis en œuvre pour garantir l'application des dispositions existantes sont très insuffisants, de même que les voies de recours ouvertes aux travailleurs.

71. M. WANE (Société africaine de droit international et comparé), parlant également au nom de Femmes Africa solidarité et de Nord-Sud XXI, appelle l'attention de la Commission sur la détérioration de la situation des droits de l'homme en Côte d'Ivoire et sur les déplacements massifs de populations découlant du conflit qui sévit depuis plus de deux ans dans ce pays marqué par une dérive xénophobe. S'indignant que les auteurs du massacre de Yopougou, commis en octobre 2000, aient été acquittés faute de preuves, il dénonce l'impunité générale qui a conduit aux violences sans précédent de septembre 2002. Les exactions commises sont le fait des mouvements d'opposition autant que des forces armées ivoiriennes. Outre la mort de centaines de civils, elles ont causé l'exode de milliers de réfugiés burkinabé, maliens et guinéens, entre autres, vers leur pays d'origine, ainsi que des déplacements internes de population. Des enfants de 14 ans à peine ont été enrôlés dans les forces armées de l'opposition. La Société africaine de droit international et comparé enjoint le Gouvernement ivoirien de faire tout ce qui est en son pouvoir pour réprimer les appels à la haine émanant de certains médias, des autorités ou d'organisations politiques, de juger impartialement et de condamner tous les coupables de violations des droits de l'homme et d'indemniser les civils ayant perdu leurs biens. Elle demande également la création d'une commission internationale indépendante d'enquête sur la situation en Côte d'Ivoire.

72. M. PARY (Mouvement indien Tupaj Amaru) dénonce les violations des droits de l'homme des minorités commises dans de nombreux pays. Il regrette que le Groupe de travail sur les minorités ait perdu du temps à chercher un consensus sur la définition des termes «minorité nationale» au lieu de s'employer à définir les moyens de garantir la survie des communautés menacées par les forces de la mondialisation et victimes de discrimination et de persécutions dans leur propre pays. En Iraq, pays pluriethnique et multiculturel, les minorités nationales subissent actuellement bombardements et occupation. Dans les pays d'Europe centrale et orientale, les Roms et les Gitans, exclus de l'économie de marché, sont mis au ban de la société et condamnés à la pauvreté extrême. En Espagne, sous prétexte de lutter contre le terrorisme, le Gouvernement vient d'adopter une loi sur les partis politiques, en vertu de laquelle il a déclaré illégal le Parti Batasuna, privant ainsi le peuple basque de son droit à la liberté d'expression et d'association. La résolution 57/216 de l'Assemblée générale et la résolution 2002/71 de la Commission réaffirment solennellement le droit sacré de tous les peuples à la paix et soulignent que les États sont tenus de promouvoir les principes de la souveraineté et du règlement pacifique des conflits. L'agression contre l'Iraq et l'occupation militaire de ce pays par la Coalition américano-britannique constituent une violation flagrante de ces principes universellement reconnus. Les soldats de la Coalition ont massacré des civils sans défense, détruit des bâtiments historiques et saccagé des biens culturels irremplaçables. Le Gouvernement américain, responsable de ces actes, devra reconstruire le pays et indemniser le peuple iraquien pour les dommages causés. Si elle a emporté une victoire militaire, la Coalition a en revanche perdu le respect et l'estime du monde arabe et récolté la haine.

73. M^{me} GENCIANOS (Migrants Rights International) dit que les droits de l'homme de millions de migrants et de réfugiés à travers le monde sont actuellement menacés au nom de la sécurité nationale. La lutte contre le terrorisme a entretenu un climat hostile aux immigrés et aux étrangers et s'est traduite par l'adoption de lois et de politiques dirigées contre eux. Depuis le 11 septembre 2001, on ne compte plus le nombre de migrants qui ont été harcelés, placés arbitrairement en détention, voire expulsés de certains pays en raison de leur origine nationale, de leur race ou de la couleur de leur peau. Dans ce contexte, le rapport de la Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme des migrants et les recommandations qu'il contient sont particulièrement bienvenus. Convaincu que la promotion et la protection des droits de l'homme sont les meilleurs moyens de lutter contre le terrorisme, Migrants Rights International, lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle renforce la protection des migrants dans le monde entier en appliquant ce principe.

74. M. LITTMAN (Union mondiale pour le judaïsme libéral) évoque l'exode des Juifs hors des pays arabes du Moyen-Orient depuis les années 40, mouvement qui a «épuré» ces pays de tous leurs habitants juifs. Il affirme que le double exode des Juifs et des Arabes est le résultat du refus de la Ligue arabe de reconnaître la «légalité internationale» établie en 1947. Soulignant le statut de dhimmis qui est réservé aux Juifs et aux Chrétiens dans les pays musulmans, statut décrit par l'historienne Bat Ye'or, M. Littman rappelle la pétition adressée l'an dernier à M^{me} Mary Robinson. Cette pétition, signée par 123 000 personnes, demandait que les minorités chrétiennes dans les pays musulmans se voient accorder les mêmes droits et libertés que ceux accordés aux musulmans dans les pays occidentaux. M. Littman lance un appel à la Commission et aux dirigeants islamistes pour qu'ils reconnaissent l'oppression et la discrimination dont sont victimes les communautés dhimmis, maintenues au rang de minorités inférieures, dans les pays musulmans.

75. M. ORANGE (Parti radical transnational) lance un appel aux membres de la Commission pour qu'ils appuient le projet de résolution appelant à un moratoire sur la peine capitale, présenté par la délégation grecque au nom de l'Union européenne. Expliquant qu'il a lui-même passé 19 ans dans les couloirs de la mort aux États-Unis après avoir été condamné à la peine capitale pour un crime qu'il n'avait pas commis, il dit que les erreurs judiciaires de ce type ont été nombreuses aux États-Unis. Ceci a d'ailleurs contribué à faire évoluer l'opinion publique sur la question de la peine capitale. Dans son cas, sa grâce a été prononcée par l'ancien Gouverneur de l'Illinois, qui a proclamé un moratoire sur les exécutions dans cet État quelques jours avant la fin de son mandat. Si les défaillances du système judiciaire américain ont attiré l'attention des médias et ont pu ainsi être dénoncées, la peine capitale continue d'être appliquée dans un certain nombre de pays, parmi lesquels la Chine, Cuba, l'Arabie Saoudite, l'Iraq et l'Iran, et ce dans l'indifférence quasi générale. Il est grand temps que la communauté internationale reconnaisse qu'il s'agit là d'un problème mondial, auquel il faut apporter une réponse mondiale. Un moratoire sur les exécutions constituerait un premier pas décisif vers l'abolition pure et simple de la peine capitale.

76. M^{me} STEPHENS (Commission internationale catholique pour les migrations) se félicite de l'entrée en vigueur prochaine de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. S'adressant aux 172 pays qui n'ont pas encore ratifié cet instrument, elle dit que cette mesure n'a pas à être redoutée. Nombre des dispositions de la Convention réaffirment des droits déjà énoncés dans les principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Certaines dispositions sont nouvelles, comme celles concernant le droit de demander la protection des autorités consulaires et diplomatiques et le droit d'être protégé contre toute expulsion collective et arbitraire. Comme le révèlent les nombreuses violations évoquées par la Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme des migrants, les non-nationaux forment un groupe particulièrement vulnérable, dont les droits doivent donc être protégés par un instrument et des dispositions spécifiques. Tous les États devraient faire preuve d'audace et de volonté politique et suivre l'exemple de ceux qui, en ratifiant la Convention, ont rendu possible son entrée en vigueur.

77. M. NASEEM MANHAS (Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques) dénonce l'hypocrisie de certains États qui prétendent défendre les musulmans de l'Asie du sud. Depuis plus de trente ans, 300 000 musulmans bihari d'origine pakistanaise vivent dans des conditions épouvantables dans des camps de réfugiés au Bangladesh. Bien qu'ils aient manifesté leur désir de retourner au Pakistan dès la fin de la guerre d'indépendance de 1972, les Gouvernements pakistanaïss successifs ont toujours refusé d'envisager leur rapatriement. En agissant de la sorte, ils se sont rendus coupables de graves violations du droit international humanitaire. C'est pourquoi la Commission devrait exiger des autorités pakistanaïss qu'elles accueillent les musulmans bihari et rétablissent leurs droits de citoyens pakistanaïss.

78. M^{me} de LORENZO (Federación de Asociaciones de defensa y Promoción de Derechos Humanos – Espagne) souligne le durcissement de la politique espagnole en matière d’immigration. Outre que la situation des centres d’internement en Espagne est alarmante, beaucoup de migrants sont refoulés à la frontière, déportés ou expulsés en violation de leurs droits fondamentaux. L’incendie du commissariat de police de Malaga, le 27 décembre 2002, lors duquel sept migrants ont perdu la vie, n’est pas un fait exceptionnel. Au cours de l’année 2002, nombreux sont les décès de migrants qui ont été signalés en Espagne.

79. Très préoccupante également est la situation des mineurs expulsés du pays. Au vu des dossiers établis par les organismes responsables, le Défenseur du peuple a conclu que rien n’était fait pour permettre à ces mineurs de rejoindre leur famille ni pour examiner leur situation personnelle ou l’environnement dans lequel ils sont renvoyés après leur déportation. La Fédération que M^{me} de Lorenzo représente craint que de telles pratiques ne se généralisent dans le pays.

80. À Ceuta, de nombreux demandeurs d’asile ont été expulsés de façon irrégulière en territoire marocain sans que leur demande n’ait été examinée. Enfin, les conditions dans lesquelles sont détenues les personnes qui arrivent en Espagne, en particulier dans les îles Canaries, sont inacceptables. C’est en particulier le cas à Fuerteventura.

81. M. PRAKASH (Conseil mondial de la paix) informe la Commission que, le 22 février 2003, huit musulmans chiites originaires de Gilgit, ont été froidement abattus alors qu’ils assistaient à un match de cricket à Karachi. Jusqu’à présent, les autorités pakistanaises n’ont rien fait pour arrêter les coupables. Cela fait plus de 12 ans que les chiites et les Ismaéliens du Gilgit-Baltistan, région du Cachemire occupée par le Pakistan, sont l’objet d’un véritable pogrom déclenché contre eux par des groupes sunnites extrémistes qui ont des liens étroits avec les services de renseignements militaires du Gouvernement pakistanais. Des milliers d’hommes armés appartenant à des tribus d’Afghanistan et de la province frontalière du nord-ouest, y compris des membres des groupes extrémistes Deobandi qui ont donné naissance aux Taliban, ont été infiltrés au Gilgit-Baltistan par l’armée pakistanaise afin d’écraser les chiites. Ils ont détruit les cultures, lynché les habitants et incendié les maisons, faisant périr femmes et enfants avec une sauvagerie sans précédent. Il faut ajouter que la région a été délibérément négligée par le régime pakistanais, au point que les services de base – eau potable, électricité, soins de santé primaires – sont non existants. Le Conseil mondial de la paix prie instamment la Commission d’envoyer un rapporteur spécial au Gilgit-Baltistan afin de constater les violations flagrantes des droits de l’homme dont sont victimes les chiites et les Ismaéliens dans cette région du Cachemire.

82. M. BOYD (International Bill of Rights Project) explique que le International Bill of Rights Project (projet de charte internationale des droits) est une initiative qui émane de l’Université de Californie où un certain nombre de professeurs appartenant à différentes disciplines cherchent à mettre au point un mécanisme qui donne force exécutoire aux droits de l’homme devant les tribunaux de tous les pays, avec possibilité de pourvoi devant une cour internationale des droits de l’homme créée sur le modèle de la Cour européenne des droits de l’homme, dont le succès est remarquable. L’organisation qui s’intitule «International Bill of Rights Project» a l’intention de contacter toutes les délégations et toutes les ONG dotées du statut consultatif afin de les inviter à participer à ses travaux.

83. M. JAE CHUN WON (A Woman’s Voice International) dit que la junte militaire au pouvoir en Birmanie a transformé le pays en un immense camp de concentration. Le Conseil national pour la paix et le développement mène une politique de nettoyage ethnique contre les populations karen, karenni, mon, arakam, kachin, chin et chan. Les persécutions systématiques ont entraîné le

déplacement d'un million de personnes à l'intérieur du pays et un afflux de réfugiés le long de la frontière avec la Thaïlande. A Woman's Voice International demande à la Commission de faire pression sur les autorités birmanes pour qu'elles mettent fin à leur politique de génocide et d'enquêter sur les violations des droits de l'homme au Myanmar, notamment sur le viol systématique des femmes appartenant aux minorités ethniques, en vue d'en poursuivre les auteurs. Elle lui demande également d'inviter le Gouvernement thaïlandais à accueillir un plus grand nombre de réfugiés birmans dans les camps situés sur le territoire thaïlandais.

84. A Woman's Voice International appelle par ailleurs l'attention de la Commission sur les persécutions religieuses et raciales au Viet Nam, notamment contre les Montagnards des hauts plateaux du centre et les Hmong de la province du nord-ouest, majoritairement chrétiens. Elle se déclare particulièrement préoccupée par le cas du père Thaddeus Nguyen Van Ly, condamné à 15 ans de prison pour s'être exprimé en faveur de la liberté de religion.. Elle demande à la Commission d'exercer des pressions sur le Gouvernement vietnamien pour qu'il mette fin aux persécutions des Hmong et des Montagnards et fasse preuve de clémence à l'égard du Père Van Ly.

85. M^{me} SMITH (Alliance réformée mondiale) dit que l'Alliance réformée, qui compte 214 chapitres dans le monde, affirme que la peine capitale n'est pas une simple question de justice pénale mais bien une question de droits de l'homme. L'Alliance rend hommage au Gouverneur Ryan de l'Illinois qui a décrété un moratoire sur la peine capitale, mais elle tient à affirmer que l'objectif ne doit pas être le moratoire lui-même mais l'abolition totale de la peine de mort. Ceux qui parlent de réformer la procédure d'application de la peine de mort se trompent. Cette procédure n'a pas besoin d'être réformée, car elle fonctionne d'une manière totalement conforme aux objectifs qui lui sont assignés, à savoir éliminer les pauvres, les démunis, les gens de couleur et les handicapés mentaux. Elle ne doit donc pas être réformée mais abolie, que la personne accusée soit innocente ou non. M^{me} Smith invite les membres de la Commission à rencontrer M. Ray Krone, le centième condamné sorti vivant des couloirs de la mort, lequel pourra témoigner de son expérience.

86. Alors que la justice pénale se préoccupe avant tout d'identifier le coupable et des moyens de le punir, un nouveau concept doit être mis à l'honneur, qui est celui de la justice réparatrice. Il s'agit d'une justice qui cherche avant tout à réparer les torts qui ont été commis en donnant la parole aux délinquants et à l'entourage de la victime. Une telle attitude suppose une transformation profonde des mentalités. À l'heure actuelle, ceux qui combattent la peine capitale sont fréquemment ridiculisés. Les défenseurs des droits de l'homme qui ont pris position contre l'application de la peine capitale à des meurtriers sont souvent écartés de la procédure pénale. Comprendre que la pauvreté, le racisme et la maladie mentale génèrent la violence et la haine, c'est déjà faire un premier pas vers cette justice réparatrice. La Coalition mondiale contre la peine de mort tiendra son assemblée générale le 26 mai de l'année en cours, en Belgique. Ce jour là, la Coalition annoncera son intention de célébrer chaque année, le 10 octobre, la Journée mondiale pour l'abolition de la peine de mort.

Déclarations faites dans l'exercice du droit de réponse

87. M^{me} AYVAZYAN (Arménie) fait observer que la représentante du Bureau de l'Ombudsman de l'Azerbaïdjan a consacré les deux tiers de son intervention à faire de la propagande pour son gouvernement. Dans ces conditions, on peut légitimement avoir des doutes sur l'indépendance de ce bureau.

88. M. AZADOV (Observateur de l'Azerbaïdjan) dit que les mensonges proférés par l'Arménie ne sauraient occulter la cause réelle du conflit entre les deux pays. Comme chacun sait, cette cause est la tentative d'annexion du Haut-Karabakh par l'Arménie. Il faut rappeler une fois encore que, en 1989, le Parlement arménien a décidé d'annexer le Haut-Karabakh et que des centaines d'Arméniens ont dû quitter ce territoire. M. Azadov exhorte la représentante de l'Arménie à faire preuve d'un plus grand sens des responsabilités lorsqu'elle intervient devant la Commission des droits de l'homme.

La séance est levée à 13 h 5.
